

Burundi : l'UE bloque une aide humanitaire d'urgence aux réfugiés Congolais

Agence Anadolu, 18.03.2025 - Cette aide permettra de fournir des services vitaux immédiats à au moins 6 000 demandeurs d'asile et de bénéficiaires, au total, à 20 000 personnes déplacées et membres des communautés hôtesses / Bujumbura / L'Union Européenne a accordé aux réfugiés congolais au Burundi une aide humanitaire d'urgence de 200 000 euros, a-t-on appris mardi matin de la Déclaration de l'UE à Bujumbura.

Face à une crise humanitaire en rapide aggravation, l'Union européenne a alloué 200 000 € d'aide humanitaire d'urgence pour soutenir les demandeurs d'asile congolais arrivant au Burundi, a annoncé le bureau de la Déclaration de l'UE à Bujumbura. Ce financement vise à fournir une assistance vitale à des milliers de personnes en situation de détresse, a ajouté l'UE. Cette aide européenne renforcera les efforts de la Croix-Rouge du Burundi pour apporter une aide essentielle, notamment des abris d'urgence, des fournitures de première nécessité, un accès à l'eau potable, aux soins de santé et à l'hygiène. Selon l'UE, cette action s'étendra sur une période de quatre mois, jusqu'en juin 2025. Il s'agira de fournir des services vitaux immédiats à au moins 6 000 demandeurs d'asile et de bénéficiaires à 20 000 personnes déplacées et membres des communautés hôtesses. Le conflit armé en cours en République démocratique du Congo (RDC) a provoqué un exode massif, avec plus de 650 000 personnes ayant fui vers le Burundi, un chiffre qui ne cesse d'augmenter chaque jour, a encore déclaré l'UE. Beaucoup d'entre eux vivent dans des conditions extrêmement précaires, notamment dans des abris surpeuplés et avec un accès insuffisant aux infrastructures sanitaires. Sur place, au Burundi, l'afflux de réfugiés aggrave encore les défis existants, exerçant une pression supplémentaire sur l'économie locale et les infrastructures, tout en exacerbant les conditions de vie déjà fragiles des communautés d'accueil. Le Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) a également affirmé que la percée des rebelles du M23 au Sud-Kivu, une province de l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a provoqué un afflux massif de réfugiés vers le Burundi voisin. L'agence onusienne pour les réfugiés estime aussi à plus de 60 000 le nombre de personnes ayant franchi la frontière en quête d'asile au Burundi. Le mouvement rebelle du M23 qui bénéficie du soutien des forces rwandaises, poursuit son avancée dans la partie est de la RDC après la prise de contrôle de plusieurs villes stratégiques de la région dont Goma et Bukavu. Le M23 a été créé en 2012 par des militaires dissidents de l'armée congolaise. Après une brève montée en puissance, il a été défait en 2013 par les armées de la République démocratique du Congo (Fardc), appuyées par les Casques bleus de la Monusco. Cependant, le M23 a repris les armes en 2022, s'emparant de plusieurs localités dans la province du Nord-Kivu, située à la frontière du Rwanda et de l'Ouganda. Kinshasa accuse le Rwanda de soutenir activement le M23 pour accéder aux richesses minières de la région. Ces accusations sont étayées par des rapports d'agences onusiennes, qui pointent un appui militaire rwandais au mouvement rebelle. Le Rwanda réfute ces allégations, affirmant que le M23 est un mouvement congolais dirigé par des Congolais, bien que ses membres parlent le kinyarwanda, la langue rwandaise. Kigali rejette également les conclusions des rapports onusiens et rappelle avoir désarmé les rebelles du M23 qui s'étaient réfugiés sur son sol en 2012-2013, avant de remettre leur arsenal aux autorités congolaises. Pour Kigali, la question du M23 est une menace sécuritaire pour le Rwanda. La RDC, cause de l'assimilation permanente du M23 au Rwanda, a une large coalition militaire avec des soldats burundais, avec des mercenaires européens, des miliciens Wazalendo et des génocidaires FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda, NDLR), avait soutenu le ministre rwandais des Affaires étrangères, Olivier Jean Patrick Nduhungirehe, dans une interview accordée à Africa 24. Ces alliances, selon Nduhungirehe, s'inscriraient dans une stratégie visant à renverser le gouvernement rwandais. Jean Bosco Nzosaba